

Lecture du soir... Lecture du matin...

ELECTIONS EN FRANCE

LE "J'ACCUSE" DE MICHEL COOL



A quelques jours des élections législatives en France, Michel Cool, journaliste et écrivain, prend sa plume pour dénoncer "la tyrannie du mensonge, de la fureur et du fracas qui s'est emparée du système informatif français" après le 9 juin et la dissolution de l'Assemblée nationale. Reprenant le cri protestataire de Zola - "J'accuse", Michel Cool fustige les passions tristes de son pays, "sa fièvre de la division et ses pulsions autodestructrices". Voici sa carte blanche, dans son intégralité.



**A J-7 du premier tour des élections
législatives en France
JE NE DIRAI PAS « J'ACCUSE », MAIS...
par Michel Cool, journaliste et écrivain**

Notre histoire française s'en souvient comme d'un moment paradigmatique. Le 13 janvier 1898, l'écrivain Emile Zola publiait dans le quotidien «L'Aurore» une lettre ouverte au président de la République sous ce titre lapidaire « *J'accuse...* ». Dans cet article au vitriol, il mettait directement en cause six personnes qui avaient, selon lui, manipulé le procès pour haute trahison intenté au capitaine Dreyfus. Ce soldat de l'armée française avait été condamné en 1894 à la déportation à vie pour intelligence avec l'Allemagne, ennemie honnie de la France depuis la perte de l'Alsace-Lorraine en 1870. La Justice finit par donner raison à Zola en 1906 en acquittant et en réhabilitant définitivement Alfred Dreyfus. Mais pendant douze ans cette affaire d'Etat empoisonna la France et déchira les Français, dans un contexte social excessivement propice à l'antisémitisme et à la xénophobie. La division a éclaté partout, à droite, à gauche, chez les catholiques et jusqu'au sein même des familles.

Cette controverse nationale a marqué durablement et elle continue aujourd'hui encore à cliver les mentalités et les cultures politiques et religieuses de notre pays. Alfred Dreyfus fut le bouc-émissaire idéal d'une société anxieuse rattrapée par ses antiques peurs et travaillée par ses vieux démons. Bernard-Henri Lévy, dans son livre de référence « L'idéologie française », a remarquablement étudié cette mauvaise herbe qui compose, qu'on le veuille ou nous, la part sombre et inquiétante de notre génie national. **C'est pourquoi ce pamphlet « J'accuse » fut l'honneur d'Emile Zola et, à travers lui, l'honneur d'une presse libre sachant ne pas se corrompre avec ses ennemis que sont la compromission avec le mensonge et l'alliance avec les fossoyeurs de la vérité : « Dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité, dire bêtement la vérité bête, ennuyement la vérité**

ennuyeuse, tristement la vérité triste... » disait une des nobles et hautes figures du dreyfusisme, le journaliste et poète Charles Péguy.



Je ne me prends aucunement pour Emile Zola. Qui serais-je pour oser une telle prétention ? Je ne prétends d'ailleurs pas non plus être le porte-parole d'un parti, d'une chapelle, d'un lobby. Je suis simplement un citoyen libre. Je suis un chrétien libre. Il se trouve que ce que je sais faire le mieux depuis mon plus jeune âge c'est d'écrire. C'est d'ajuster des mots à ce qui me fait vibrer aux joies et aux peines du monde. Ce don, appelons ainsi cette prédisposition, m'a permis d'embrasser la carrière de journaliste de presse écrite, de radio et de télévision pendant quatre décennies, puis celle d'éditeur, puis celle d'auteur d'une vingtaine d'ouvrages. On me reconnaît aussi maintenant une fonction d'influenceur sur les réseaux sociaux, que j'essaie à mon humble mesure, de subordonner à un peu de plus de sagesse sinon de réflexion... **C'est justement, parce que je ne me résous pas à me soumettre à la tyrannie du mensonge, de la fureur et du fracas qui s'est emparée du système informatif français, qui sévissait déjà depuis plusieurs années et qui s'est emballée le 9 juin après l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, que j'ai décidé, selon une formule métaphorique inspirée par le cri protestataire de Zola, de tremper ma plume dans l'encrier de l'indignation pour, à mon sens, « dire bêtement la vérité bête » dont parlait Péguy.**

Mais n'êtes-vous pas anachronique ? m'objecterez-vous. Comment pouvez-vous mettre en parallèle l'affaire Dreyfus et la crise politique actuelle ? Et puis, l'histoire se répète-t-elle, comme vous semblez le sous-entendre ? Karl Marx, Georges Satayana, Winston Churchill répondaient « oui » à cette question sempiternellement débattue par les historiens. Je ne me hasarderai donc pas à lui apporter ma pauvre réponse. Mais en regardant de près ce qui se passe en ce moment dans le monde, et singulièrement en France, on peut avoir l'impression que l'histoire se met à bégayer fortement. **Dans une atmosphère mondiale où souffle un air furieusement d'avant-guerre, voici notre pays s'abandonnant de nouveau à ses passions tristes, à sa fièvre de la division et à ses pulsions autodestructrices. La France est comparable à une personne qui se mettrait tout à coup à bégayer de plus en plus fort, sous l'emprise d'une peur, d'une colère et d'un ressentiment que plus rien n'arrive à contenir, à maîtriser.** Nous vivons un moment de notre histoire qui ressemble à cette personne décontenancée, abandonnée à ses chimères, incapable de mettre de l'ordre dans ses idées et à essayer de voir clair dans la pénombre qui s'épaissit.

Nous voici, Françaises, Français, comme tétanisés par cette obscurité irrationnelle qui nous enveloppe comme si elle cherchait à nous enfermer. **Nous avons du mal à sortir un son intelligible et audible de notre bouche. Dans la plus totale confusion, ne sachant plus donner de la voix, et ne sachant plus où donner de la tête, nous nous laissons attirer par les grandes gueules ouvertes et brillantes qui ressemblent aux gargouilles des cathédrales médiévales ricanant au-dessus de nos têtes. Comment résister à leur puissance d'attraction ? Ne nous promettent-elles pas monts et merveilles ? Ne nous promettent-elles pas surtout de nous débarrasser de tous ces intrus et intruses qui nous gâchent la vie et le paysage?** L'amuseur public numéro un au temps du grand Charles, Fernand Reynaud, moquait déjà notre méchanceté congénitale envers ceux qui n'étaient pas français et qui venaient « manger le pain des Français ». Les temps changent mais la méchanceté demeure.

Nos gargouilles aux babines alléchées ne sont peut-être pas idéales, parfaites, compétentes, peu importe : elles nous promettent la

libération que nous estimons salulaire pour retrouver, pensons- nous, notre bien-être, notre chez-nous et notre tranquillité d'esprit : c'est celle de nous débarrasser de tous ceux dont nous avons fait les bouc-émisseurs de nos déboires, de nos peurs et de nos malheurs présumés. **Au fil des ans, avec le concours d'une meute médiatique acharnée et insatiable, nous avons chargé du poids de tous les péchés de la terre toute une série de gens et de populations que nous avons fini par prendre en grippe: juifs, musulmans, homosexuels, migrants, pauvres, étrangers, police, Europe, président de la République... Tous, à un moment ou un autre, ont alimenté notre exaspération profonde, notre haine profonde.** Comme si tous les malheurs du monde et leurs ricochets sur nous étaient de leurs fautes ! Comme si tous étaient coupables du sentiment d'impuissance et d'insécurité qui ronge et érode à petit feu notre goût de vivre les uns avec les autres. Comme s'ils ne méritaient que notre réprobation et notre répulsion unanimes. Comme s'ils devaient payer notre insondable sentiment de désamour, en les chassant hors de notre vue, hors de notre horizon.



René Girard a consacré toute son œuvre à expliquer la théorie du bouc-émisseur et à l'appliquer au comportement de nos sociétés humaines quand elles sont confrontées à des crises les remettant en cause. Cette théorie renvoie à une conception très ancienne,

remontant aux temps bibliques, où un individu ou un groupe transférait sur une victime pointée du doigt, tout le mal dont il souffrait.

Chez les Juifs antiques, on chargeait ainsi de malédictions que l'on voulait détourner du peuple, un bouc qu'on chassait ensuite dans le désert. Ce rituel du « bouc-émissaire » était sensé purifier une population de toutes ses scories et de toutes ses limites. **Pour René Girard, toute l'histoire du genre humain est travaillée par cette tentation de désigner des bouc-émissaires, en périodes difficiles, pour s'exonérer d'un sens des responsabilités collectif. La façon dont Jésus de Nazareth a été rejeté puis condamné à mort illustre selon la pensée de René Girard l'acmé, si on peut-dire, de la manière dont une société peut régler ses comptes avec elle-même en se défaussant sur un autre de ses déceptions, de ses renoncements, voire hélas de ses turpitudes.**

Il faut être aveugle ou malhonnête pour ne pas voir combien cette théorie du bouc-émissaire fonctionne à plein rendement dans notre société. Face à toutes les déstabilisations que nous connaissons (menaces de guerres, changements climatiques, bouleversements technologiques et anthropologiques, etc.), la recherche de responsables victimaires alimente la logorrhée de la plupart des discours politiques et des commentaires médiatiques. La réplique « c'est la faute à untel » est devenu le réflexe symptomatique d'une société poussée à l'hystérie par la virulence des échanges qui s'est banalisée sur les réseaux sociaux et les plateaux des chaînes d'information permanente. **Dans l'Antiquité, les foules électrisées par le déferlement de violences qui se déroulait sous leurs yeux pendant les jeux du cirque, levaient ou baissaient leurs pouces pour demander à l'empereur la vie sauve ou la mort du gladiateur qui avait mordu la poussière. Nos écrans incandescents nous donnent ce même pouvoir impérial et tyrannique : nous adorons, nous détestons en faisant un simple clic. Un clic purement pulsionnel et émotionnel, où la raison est éclip­sée.**

Ce manichéisme numérique de masse est une catastrophe démocratique : il s'est non seulement engouffré dans l'arène politique,

mais il a déteint sur les débats parlementaires. Il leur a donné la tournure désastreuse d'une foire d'empoigne incessante qui a accéléré la dévalorisation et le discrédit du régime démocratique. La démocratie parlementaire était le temple de la loi, de la raison argumentée, de la passion contenue, de la violence régulée et de l'exemplarité civique. Notre démocratie représentative a implosé au Palais Bourbon sous les coups de boulot méthodiquement calculés d'une secte de boutefeux inspirés par un robespierrisme de sinistre mémoire. **Ces insoumis au petit-pied qui n'ont jamais rien risqué – à commencer par leur peau – ni jamais rien libéré, si ce n'est le fracas et la fureur sur leur passage, sont animés au fond, à y regarder de près, par le même populisme cru, vulgaire et séditieux des assaillants trumpistes du Capitole. La couleur politique affichée diffère, mais l'intention est la même : foutre en l'air la démocratie et la remplacer par une « démocrature » pure et dure.**

Cette orchestration de la pagaille, ce chantage à l'insurrection, cette excitation des instincts les plus bas de la nature humaine – invectives, menaces, effigies d'élus pendues et brûlées sur la place publique, etc. - tout **ce spectacle terrifiant a eu deux effets ravageurs dans la société française dont la dissolution de l'Assemblée a comme sanctionné la réalité : primo, la brutalisation de la vie politique** : elle a exacerbé celle qui préexistait dans la société rendant quasi impossible toute pacification des esprits, toute tentative d'apaisement négocié. **Secundo : la peur de la violence et du chaos.** Cette « trouille » a pavé la route vers le pouvoir de l'extrême-droite. Elle a profité de la chienlit créée par l'extrême-gauche pour se donner une figure sécurisante et respectable, la rendant plus aimable et enviable. Or, sous son apparente virginité, c'est le même fond de commerce qu'elle trimballe : xénophobie et autoritarisme assaisonnés de sentiments franchouillards, russocompatibles en prime. Un pétainisme sans képi ni étoiles. Mais un pétainisme quand même, rhabillé tout comme il faut pour rafler la mise dans les urnes.

Voilà où nous en sommes ! Voilà la situation de débâcle où nous nous trouvons. Débâcle politique. Débâcle intellectuelle. Débâcle spirituelle. Qu'est-ce qu'une débâcle ? C'est le désordre, la confusion, la fuite

entraînée par un changement brusque de situation. Les personnes de ma génération se souviennent sûrement comme moi de leurs parents leur racontant la débâcle de 1940 : l'invasion de la France par les troupes d'Hitler, la Chambre des députés du Front Populaire votant les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain (seulement 80 parlementaires sur 610 sauvèrent l'honneur en s'opposant au sabordage de la République); l'exode des Français sur les routes, fuyant l'invasion allemande et les bombardements de leurs villes et de leurs villages ; la bénédiction du régime collaborationniste et antisémite de Vichy par les autorités catholiques... **Voilà ce que fut la « Débâcle » de juin 1940. Dans le spectacle donné actuellement par des partis, des commentateurs, des intellectuels, des hiérarchies religieuses, je retrouve quelque chose de cet esprit de débâcle qui n'est pas du meilleur augure pour l'avenir de notre pays. Ce climat de fuite en avant me scandalise et me révolte.**

Je ne dirai pas « j'accuse », mais... Comment nos élites politiques peuvent-elles se regarder dans la glace après avoir prospéré deux forces extrémistes qui se trouvent aujourd'hui aux portes du pouvoir ? Comment la majorité sortante, dont c'était le projet de faire de la politique autrement, en dépassant les anciens clivages et en répondant aux problèmes des Français qui les poussaient à voter pour les extrêmes, oui, comment cette majorité au pouvoir depuis 2017 n'a-t-elle pas su emporter l'adhésion des partis et des électeurs à cette promesse de renouveau démocratique? L'erreur aura été de penser que seuls les résultats suffiraient pour créer de l'assentiment et faire valoir la différence. L'erreur aura été d'avoir trop tardé à créer un vrai parti politique structurant et offensif. De Gaulle qui lui aussi voulait transcender la droite et la gauche, qui lui aussi exérait l'odeur de cuisine des partis, s'était résigné à ce que se crée un grand parti d'élus locaux et nationaux défendant sa politique à temps et à contretemps. Erreur dommageable d'autant que le bilan de cette majorité est loin d'être négatif, comme on peut le lire dans la presse étrangère.

Quant aux partis d'opposition, spécialement les anciens partis de gouvernement : comment peuvent-ils se regarder dans la glace après avoir pratiqué une politique d'opposition systématique au

gouvernement ? L'opposition systématique n'existe plus dans la plupart des démocraties modernes de l'Union européenne. Le principe du compromis est au cœur de toute vie démocratique qui se respecte et qui respecte les citoyens. L'élection d'une majorité relative en 2022 était une opportunité pour créer des coalitions et des majorités d'idées et de projets. Cela fut possible pour le vote de 101 lois depuis 2022, dont 23 en recourant à l'article 49-3 de la Constitution. Mais sur le vote du budget et sur des sujets majeurs, d'intérêt général comme les retraites ou l'immigration, les partis ont repris leurs billes pour satisfaire de bas calculs politiques et électoraux. **L'incapacité de la classe politique française à considérer le compromis, non pas comme un faux-nez de la compromission, mais comme un vrai outil de négociation débouchant sur un résultat constructif est une tare congénitale de notre nation. Nous préférons d'instinct l'esprit de guerre civile et de crise à l'esprit de concertation et de concorde.** C'est là un penchant fâcheusement archaïque comparé aux pays voisins qui ont une pratique plus paisible et rationnelle de leurs désaccords et surtout une capacité à faire gouverner ensemble, dans l'intérêt de tous, majorité et opposition. Cette tare de notre démocratie française, imputable au fonctionnement suranné et irresponsable de nos partis, fait considérablement l'affaire des extrêmes. Ils ont en effet beau jeu de monter l'opinion publique contre l'impuissance et l'impotence de ce système, le régime des partis, à régler efficacement ses problèmes.

Je ne dirai pas « j'accuse », mais... Comment nos élites médiatiques peuvent-elles se regarder dans la glace après avoir été les puissants remorqueurs des réseaux sociaux qui ont fait de la conflictualisation à outrance des idées et des personnes leur sport favori ? Beaucoup de médias ont usé et abusé de leur regain d'influence grâce à la numérisation de l'information. Ce faisant, ces dernières années, ils ont sciemment confondu leur fonction légitime dans une démocratie libérale de contre-pouvoir, avec celle d'anti-pouvoir qui, par définition, s'oppose au gouvernement en place. Or, les médias, dans un état de droit, sont sensés être des contre-pouvoir démocratiques, c'est-à-dire des instances critiques sur la vie politique, sociale et culturelle d'un

pays. Critique ne veut pas dire « contre », comme on le croit faussement désormais.



Les présidents des quatre plus larges groupes parlementaires avant la dissolution de l'Assemblée nationale. De G à D : Mathilde Panot (LFI), Sylvain Maillard (Renaissance), Olivier Marleix (LR) et Marine Le Pen (RN). © YouTube

Est critique celui qui subordonne son point de vue à un examen étayé et honnête des faits. C'est normalement sur cette base que les médias poursuivent trois missions essentielles: informer, expliquer, éduquer à la liberté d'opinion. Hélas, un anti- pouvoir n'informe pas, il déforme, il désinforme, il caricature. Hélas, un anti-pouvoir n'explique pas, il charge, il accuse et il condamne. Hélas, un anti-pouvoir n'éduque pas à la liberté d'opinion, il idéologise, il fait de la propagande, il manipule l'opinion.

Les médias en général portent une immense responsabilité dans la détestation du président de la République qui s'est massifiée dans le pays pour atteindre un niveau et une expression qui relèveraient de la psychanalyse, estiment nombre d'observateurs étrangers basés à Paris. Elu en 2017 à rebours de tous les pronostics, élu également à la place des candidats des partis traditionnels, le plus jeune président français de l'histoire s'est assez vite confronté à une opposition hétéroclite

contestant assidûment son leadership. Son intelligence fut stigmatisée en arrogance. Son franc-parler fut présenté comme du mépris. Sa résilience, montrée notamment lors de la révolte des gilets jaunes et la pandémie mondiale du Covid, fut assimilée à sa vision verticalisée du pouvoir. Cet homme a certes commis des erreurs et essuyé des échecs, comme tous ses prédécesseurs. Néanmoins, il a aussi à son actif des résultats et des succès qui seront reconnus à leur juste prix quand l'heure des passions dévastatrices que nous traversons sera passée.

Il n'empêche ! Jamais président de la République n'a été aussi vilipendé par les médias français. A part de Gaulle qui contrôlait l'ORTF (comprenant alors une chaîne unique de télé et les trois stations de radio du service public, mais avait contre lui toute la presse écrite nationale et régionale), nul autre président n'a été aussi critiqué, caricaturé et même calomnié par la sphère médiatique. Pour ne prendre qu'un exemple du traitement médiatique réservé à la parole présidentielle: son dernier discours prononcé à Dresde le 27 mai 2024, durant sa visite d'Etat en Allemagne, un discours avec une force équivalente à celui de Kennedy à Berlin-Ouest en 1963 - fut largement escamoté par les journaux, les radios et les télévisions, spécialement celles du service public ! **En sonnant 24 heures sur 24, et cela depuis sept ans, l'hallali contre le président de la République, sans jamais le moins du monde honorer « l'art de la nuance », dont un livre de Jean Birnbaum fait heureusement l'éloge, - un art qui devient de plus en plus une forme de courage face à la tyrannie de la détestation - les médias français – à quelques exceptions près – ont fabriqué un bouc-émissaire en or à l'usage des partis extrémistes qui n'en espéraient pas tant de la part de ceux dont normalement ils auraient eu tout à craindre de leur esprit critique.**

Je ne dirai pas « j'accuse », mais... Comment nos élites religieuses, et spécialement les autorités catholiques de ce pays, ont-elles pu naïvement ou complaisamment laisser se développer dans les mentalités des fidèles un néo-lefebvrisme qui ne s'exprime plus seulement dans la liturgie mais dans les urnes? Il faut peut-être rappeler que Mgr Marcel Lefebvre, chef de file des catholiques traditionalistes au Concile Vatican II, avait lancé une croisade contre la

messe dite en français et pour la restauration du missel en latin datant de la Renaissance. Mais ce combat en cachait un autre tout aussi sinon plus substantiel : **Mgr Lefebvre avait surtout dans le collimateur trois options essentielles du Concile : la liberté religieuse, l'oecuménisme et le dialogue interreligieux, en particulier celui avec les Juifs. Il faut rappeler enfin, que l'anticommunisme viscéral de ce prélat longtemps missionnaire en Afrique coloniale, l'avait poussé à épouser des idées politiques très à droite et à soutenir à cette époque des dictatures militaires en Amérique du sud au nom de « la défense de la civilisation chrétienne ».** Mgr Lefebvre s'affichait ouvertement pétainiste et allait s'incliner sur la tombe du Maréchal à l'Île d'Yeu. Durant sa jeunesse, étudiant au Séminaire français de Rome, il avait été influencé par les idées de Charles Maurras et de l'Action française, comme de nombreux représentants de l'extrême-droite française.

Les élections européennes du 9 juin ont montré que près d'un catholique français sur deux avait voté pour l'extrême-droite. Ce glissement électoral peut être lu comme une victoire posthume de Mgr Lefebvre. Car quand on regarde de près le profil de ces électeurs – même ceux qui n'ont jamais connu ou entendu parler de cet évêque schismatique – on remarque une correspondance entre leur sensibilité liturgique et leur choix politique. « Dis-moi comment tu pries et je te dirai comment du vis, dis-moi comment tu vis et je te dirai comment tu pries » dit un vieux proverbe argentin... A la différence de leurs collègues allemands, qui ont clairement mis en garde contre la progression électorale des néo-nazis de l'AFD, les évêques français continuent de botter en touche face à la montée inexorable de l'extrémisme de droite et de gauche dans notre pays. Prétextant ne pas donner de consigne de vote, ils ajoutent un nouvel argument pour justifier leur omerta : il faut dialoguer avec ces électeurs. Mais dialoguer pour leur dire quoi, si d'emblée on se refuse à leur dire que la xénophobie, la violence et le nationalisme sont incompatibles, non seulement avec la Doctrine Sociale de l'Eglise, mais avec l'Evangile et singulièrement le Sermon sur la Montagne et les Béatitudes qui l'introduisent ? (Mt 5, 1-12)



Près d'un tiers des catholiques pratiquants ont voté pour la liste du Rassemblement national conduite par Jordan Bardella. © European Parliament, CC BY 2.0

Les autorités catholiques ecclésiales et intellectuelles font montre d'une incohérence et d'un déficit prophétique qui ne permettront sûrement pas à l'Eglise de remonter à la surface et encore moins de marcher sur les eaux pour rallumer la lueur de l'Espérance dans le regard d'un pays qui en a cruellement perdu la vision. Comment notre Eglise qui s'est lamentablement fourvoyée, corrompue sous le régime de Vichy, peut-elle à nouveau se taire quand les idées politiques qui en sont héritières sont aux portes du pouvoir ? **J'entends en mon for intérieur le cardinal juif de Paris, Jean-Marie Lustiger, crier sa colère devant le silence de ses pairs actuels sur le regain d'antisémitisme dans notre société et en particulier dans des recoins de partis extrémistes de droite, mais aussi de gauche, où vont se perdre certaines de leurs ouailles.** Comment, dans ce contexte, un évêque peut-il se précipiter sans réfléchir à deux fois à un pèlerinage traditionaliste où on prie au grand jour pour « la défense de la civilisation chrétienne » ? Comment, dans ce contexte, un évêque peut-il imprudemment dialoguer dans un livre avec un élu s'étant

distingué en relayant des incitations à la violence physique contre le président de la République ? **Pourquoi tant de responsables et d'influenceurs catholiques laissent-ils croire à nos coreligionnaires qu'un extrême serait meilleur ou moins pire que l'autre, alors que l'un et l'autre véhiculent la même diabolisation de l'ennemi, la même idolâtrie de la division et du sectarisme, la même trahison du témoignage chrétien et de l'Évangile ?**

Catholiques héritiers du gaullisme qui a résisté à l'inacceptable et rendu à la France son honneur et son indépendance, catholiques héritiers des démocrates chrétiens qui ont construit la paix et bâti l'Union européenne, catholiques héritiers de la social-démocratie qui obéissent au réel par soif d'idéal de justice, **tous ensemble catholiques et démocrates, ne nous résignons pas à devoir choisir entre deux extrémismes. Renonçons à saboter ce en quoi nous croyons et qui nous fait vivre. Résistons à l'esprit de débâcle qui veut nous submerger.**

Il est encore temps de se mobiliser pour voter et pour faire voter en faveur de candidats aux élections législatives du 30 juin et du 9 juillet qui obéissent aux trois nécessités les plus impérieuses pour épargner à la France les spectres de la paralysie, du chaos et peut-être de la guerre civile :

1. L'obéissance au réel
2. Le respect de l'autre
3. Le sens du compromis au service du bien commun

Oui, entre les deux précipices monstrueux où on veut nous précipiter, il existe un vaste champ pour y faire reflourir l'honneur de la liberté chrétienne au service de la liberté de la France.

Michel COOL, le 24 juin 2024.

(Source : [Cathobel](#))